

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 10 novembre 1967, 27 décembre 1967, 29 juin 1970, 7 novembre 1973, 7 avril 1977, 21 novembre 1977, 3 avril 1980, 19 juin 1981 et 13 janvier 1983;

Vu les avis émis le 11 janvier 1982 et le 10 septembre 1984 par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit être publié dans les plus brefs délais pour permettre l'intervention de l'assurance maladie-invalidité obligatoire dans les frais de voyage des bénéficiaires dialysés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** A l'article 1er de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 10 novembre 1967, 27 décembre 1967, 29 juin 1970, 7 novembre 1973, 7 avril 1977, 21 novembre 1977, 3 avril 1980, 19 juin 1981 et 13 janvier 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 16° est remplacé par la disposition suivante :

« 16° l'hémodialyse et dialyse péritonéale à domicile ainsi que la dialyse dans un centre collectif d'auto-dialyse; »

2° dans le 18°, les mots « ou dans des centres de dialyse » sont insérés entre les mots « centres anticancéreux » et « ainsi que les frais ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1984.

**Art. 3.** Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre van Middenstand,  
F. GROOTJANS

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
E. KNOOPS

MINISTÈRE DE LA REGION BRUXELLOISE

F. 85 — 129

**13 DECEMBRE 1984.** — Arrêté royal fixant, pour la Région bruxelloise, les modalités d'application de l'article 99 du Code du logement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du logement, notamment l'article 99, y inséré par la loi du 25 mars 1981;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 november 1967, 27 december 1967, 29 juni 1970, 7 november 1973, 7 april 1977, 21 november 1977, 3 april 1980, 19 juni 1981 en 13 januari 1983;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 11 januari 1982 en 10 september 1984 door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt om de tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de reiskosten van de gedialyseerde rechthebbers, mogelijk te maken;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 november 1967, 27 december 1967, 29 juni 1970, 7 november 1973, 7 april 1977, 21 november 1977, 3 april 1980, 19 juni 1981 en 13 januari 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de 16° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 16° hemodialyse en peritoneale dialyse thuis, alsmede dialyse in een collectief auto-dialyse centrum; »

2° in de 18° worden tussen de woorden « die in antikankercentra » en « ambulante worden » de woorden « of in dialysecentra » ingevoegd.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1984.

**Art. 3.** Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
F. GROOTJANS

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Middenstand,  
E. KNOOPS

MINISTÈRE VAN HET BRUSSELS GEWEST

N. 85 — 129

**13 DECEMBER 1984.** — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor het Brussels Gewest, van de wijze van toepassing van artikel 99 van de Huisvestingscode

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 99, ingevoegd bij de wet van 25 maart 1981;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2, 3°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique du logement où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise ayant le budget dans ses attributions, donné le 21 novembre 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'Exécutif de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'Etat prend à sa charge, en ce qui concerne l'équipement en voirie visé à l'article 99, § 1er, du Code du logement, la totalité du coût de l'établissement ou de l'aménagement :

1° des voiries nécessaires à la circulation des véhicules à l'intérieur d'un groupe d'habitations, ainsi que des trottoirs qui y sont directement ou non attenants;

2° des voies d'accès à des garages individuels groupés, ainsi que des aires de manœuvre devant ceux-ci;

3° des voies d'accès à des garages souterrains, à l'exclusion des ouvrages d'art et des aires de circulation à l'intérieur de ceux-ci, à la condition qu'ils soient affectés à l'usage d'immeubles à appartements;

4° des aires de stationnement à l'usage d'immeubles à appartements ou d'autres constructions à usage collectif.

**Art. 2.** L'Etat prend à sa charge, à concurrence de 80 p.c. s'il y a un plan particulier d'aménagement et à concurrence de 60 p.c. s'il n'y a pas de plan particulier d'aménagement, le coût de l'équipement en voirie visé à l'article 99, § 1er, a), du Code du logement, dans la mesure où cet équipement comporte l'établissement ou l'aménagement de voiries qui, situées à l'extérieur du groupe d'habitations, sont bordées par celui-ci d'un côté.

L'Etat prend à sa charge, à concurrence de 60 p.c. s'il y a un plan particulier d'aménagement, et à concurrence de 30 p.c. s'il n'y a pas de plan particulier d'aménagement, le coût de l'équipement en voirie visé par la même disposition, dans la mesure où cet équipement comporte l'établissement ou l'aménagement de voiries qui, situées à l'extérieur du groupe d'habitations qu'elles desservent, ne sont bordées par celui-ci d'aucun côté.

**Art. 3.** Les subventions visées aux articles 1er et 2 ne peuvent couvrir le coût de travaux de renforcement ou d'aménagement d'immeubles bâtis, occasionnés par l'incorporation de voiries dans les bâtiments ou par une surcharge qui résulterait pour ceux-ci de la construction de voiries.

Elles ne peuvent couvrir non plus le coût de la construction de murs de soutènement, escaliers ou autres ouvrages que l'implantation particulière des bâtiments aurait rendus nécessaires à l'occasion de la construction de voiries.

**Art. 4.** L'Etat prend à sa charge en totalité le coût de l'équipement en égouts visé à l'article 99, § 1er, du Code du logement, dans la mesure où cet équipement comporte l'établissement ou l'aménagement :

1° des conduites nécessaires dans le groupe d'habitations pour recueillir les eaux de l'amont et évacuer les eaux de surface des parties communes et des toitures, ainsi que les eaux ménagères, en ce compris les conduites d'amorce des raccordements particuliers jusqu'à la limite des revêtements de voirie;

2° des égouts extérieurs à un groupe d'habitations mais qui, par leurs caractéristiques, ne sont susceptibles d'utilisation que pour ce seul groupe d'habitations et ses extensions éventuelles, quand ils servent à l'évacuation des eaux jusqu'au plus proche exutoire autorisé ou établi près de la voirie bordant le groupe d'habitations, en ce compris les conduites d'amorce des raccordements particuliers jusqu'à la limite des revêtements de voirie;

3° des stations de pompage, stations d'épuration et autres installations établies ou non à l'intérieur du groupe d'habitations, mais qui ne sont affectées qu'à ce groupe d'habitations et à ses extensions éventuelles, quand elles sont nécessaires à l'évacuation des eaux de façon à éviter la pollution due aux eaux usées.

**Art. 5.** Lorsque les installations visées à l'article 4, 2° et 3°, traitent des débits qui ne proviennent pas uniquement du groupe d'habitations, l'Etat prend à sa charge le coût de l'équipement dans la proportion où les installations traitent des débits qui proviennent du groupe d'habitations.

Lorsque la commune intervient dans le coût de cet équipement, l'Etat lui accorde une subvention égale à 60 p.c. de cette intervention, à la condition qu'elle s'engage, avant la mise en concurrence des travaux de voirie et d'égout, à payer sa quote-part au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het huisvestingsbeleid, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brussels Gewest tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 21 november 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest en op het advies van de Executieve van het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De Staat neemt met betrekking tot de in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde wegnutrusting, geheel voor zijn rekening de kosten van aanleg of geschiktmaking van :

1° de wegen die nodig zijn voor het verkeer van voertuigen in een woninggroep en de trottoirs die er al of niet rechtstreeks aan grenzen;

2° de inritten van groepsgewijze gebouwde individuele garages en de maneuvreerruimten voor deze garages;

3° de inritten van ondergrondse garages, met uitzondering van de kunstwerken en de verkeersruimten daarin, mits de garages voor flatgebouwen dienen;

4° de parkeerplaatsen ten behoeve van flatgebouwen of van andere gebouwen voor gemeenschappelijk gebruik.

**Art. 2.** De Staat neemt de kosten van de in artikel 99, § 1, a), van de Huisvestingscode, bedoelde wegnutrusting voor zijn rekening ten belope van 80 pct. als er een bijzonder plan van aanleg bestaat en ten belope van 60 pct. als er geen bijzonder plan van aanleg bestaat, voor zover die uitrusting de aanleg of de geschiktmaking omvat van wegen die, hoewel ze buiten de woninggroep liggen, er aan een kant door zijn omzoomd.

De Staat neemt de kosten van de in dezelfde bepaling bedoelde uitrusting met wegen voor zijn rekening ten belope van 60 pct. als er een bijzonder plan van aanleg bestaat en ten belope van 30 pct. als er geen bijzonder plan van aanleg bestaat, voor zover die uitrusting de aanleg of de geschiktmaking omvat van wegen die buiten de erdoor verzorgde woninggroep liggen en aan geen enkele kant door die woninggroep zijn omzoomd.

**Art. 3.** De tegemoetkoming bedoeld in de artikelen 1 en 2 kan niet de kosten dekken van werkzaamheden tot versteviging of geschiktmaking van gebouwen ten gevolge van de opnemings van wegen in de gebouwen of ten gevolge van een overbelasting van de gebouwen die te wijten is aan die weganaanleg.

Zij kan evenmin de kosten dekken van de bouw van steunmuren, trappen of andere constructies die wegens de bijzondere plaatsing van de gebouwen noodzakelijk geweest mochten zijn naar aanleiding van de aanleg van wegen.

**Art. 4.** De Staat neemt de kosten van de in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde riolering geheel voor zijn rekening voor zover die uitrusting de aanleg of de geschiktmaking omvat van :

1° de leidingen die in de woninggroep nodig zijn voor het opvangen van het van hogerop afstromende water en voor het afvoeren van het oppervlaktewater dat van de gemeenschappelijke gedeelten en van de daken komt alsook van het huishoudwater, met inbegrip van de spruitleidingen voor de huisaansluitingen tot aan de grens van de wegverharding;

2° de riolen die buiten een woninggroep liggen maar die op grond van hun kenmerken enkel voor die woninggroep of voor de eventuele uitbreiding ervan kunnen worden gebruikt, mits zij dienen voor de afvoer van water tot aan de dichtsbijgelegen afvoerriool die toegestaan of aangelegd is nabij de wegen die aan de woninggroep liggen, met inbegrip van de spruitleidingen voor de huisaansluitingen tot aan de grens van de wegverharding;

3° de pompstations, de zuiveringsstations en de andere installaties die al of niet binnen de woninggroep opgesteld zijn maar die enkel voor die woninggroep en voor de eventuele uitbreiding ervan bestemd zijn, mits zij voor de waterafvoer noodzakelijk zijn om verontreiniging door afvalwater tegen te gaan.

**Art. 5.** Wanneer de in artikel 4, 2° en 3°, bedoelde installaties water behandelen dat niet uitsluitend van de woninggroep afkomstig is, neemt de Staat de kosten van de voorziening voor zijn rekening in de mate waarin de installaties water behandelen dat van de woninggroep afkomstig is.

Wanneer de gemeente bijdraagt in de kosten van die voorziening, verleent de Staat haar een toelage die gelijk is aan 60 pct. van die bijdrage, mits zij alvorens het wegen- en rioleringswerk wordt uitgeschreven, de verbintenis aangaat haar aandeel te betalen naarmate de werkzaamheden vorderen.

La disposition de l'alinéa 2 ne fait pas obstacle à l'application de dispositions particulières relatives à l'octroi de subvention en cas d'incorporation des installations dans un plan général d'évacuation et d'épuration des eaux.

**Art. 6.** L'Etat ne prend pas à sa charge les raccordements particuliers des habitations au-delà de la limite des revêtements de voirie, ni le déplacement ou le recalibrage de cours d'eau, ni le voûtement de cours d'eau sauf, si celui-ci est prévu par un plan général d'égouttage.

**Art. 7.** L'Etat prend à sa charge, en ce qui concerne l'équipement en distribution d'eau visé à l'article 99, § 1er, du Code du logement, la totalité du coût de l'établissement ou de l'aménagement :

1° à l'intérieur du groupe d'habitations des conduites nécessaires à l'alimentation des habitations en eau potable, à l'exclusion du raccordement des habitations aux conduites extérieures;

2° à l'extérieur du groupe d'habitations, des conduites qui par leurs caractéristiques ne sont susceptibles d'être utilisées que pour alimenter en eau ce seul groupe d'habitations et ses extensions éventuelles;

3° des bouches d'eau et de leurs raccordements nécessaires à la protection d'un groupe d'habitations contre l'incendie.

**Art. 8.** Lorsque les conduites visées à l'article 7 doivent alimenter en eau des bâtiments et installations autres que ceux du groupe d'habitations, l'Etat prend à sa charge le coût de l'équipement dans la proportion du débit des conduites au profit du groupe d'habitations.

**Art. 9.** L'Etat ne prend pas à sa charge les conduites intérieures et les groupes hydrophores des immeubles à appartements.

Il ne prend pas non plus à sa charge, dans les communes non encore équipées d'un réseau de distribution d'eau, le captage d'eau, la station de pompage et le groupe hydrophore éventuels qu'il comporte.

**Art. 10.** L'étude et l'exécution des réseaux de distribution d'eau sont assurées par ou à l'intervention des organismes publics, qui en assureront l'exploitation; elles peuvent, moyennant l'accord de ces organismes, être incorporées dans les travaux de voirie et égouts, le projet étant dans ce cas soumis à leur approbation.

**Art. 11.** L'Etat prend à sa charge en totalité le coût de l'aménagement des abords communs des habitations visé par l'article 99, § 1er, du Code du logement, pour autant que cet aménagement comporte le nivellement et l'aménagement des terres et l'établissement de plantations et de gazons dans des espaces à usage collectif, y compris les sentiers pour piétons qui les desservent.

Sont compris dans les espaces visés à l'alinéa 1er, les zones de recul non privatives établies le long de la voirie ainsi que les accès aux habitations et aux garages qui y sont situés.

**Art. 12.** L'Etat ne prend pas à sa charge :

1° les murs de soutènement, les escaliers et les autres constructions ou travaux qui résultent de la localisation, de la conception et de l'implantation des bâtiments ou qui sont imposés par l'appropriation du terrain à la construction de ceux-ci;

2° les éléments décoratifs relevant de l'ensemble architectural du groupe d'habitations, tels que bacs à fleurs, fontaines, sculptures.

**Art. 13.** L'Etat prend à sa charge, à concurrence de 60 p.c. maximum, le coût des installations et équipements visés à l'article 99, § 2, du Code du logement, dans les cas déterminés individuellement par arrêté royal, après avis de l'Institut national du Logement.

**Art. 14.** L'Etat prend à sa charge le coût de l'équipement en éclairage public visé à l'article 99, § 1er, du Code du logement dans la même proportion que le coût de l'aménagement des abords communs visés aux articles 1er et 2.

**Art. 15.** Si les organismes publics visés à l'article 99, § 1er, du Code du logement exécutent eux-mêmes les équipements qui y sont indiqués, l'Etat en prend le coût à sa charge dans la proportion déterminée en application des articles 1er à 12 et 14, pour autant que les plans aient fait l'objet des approbations requises et qu'ils permettent la réalisation de ces équipements.

De bepaling van het tweede lid vormt geen beletsel voor de toepassing van bijzondere bepalingen omtrent de toekenning van toelagen in geval van opnemings van de installaties in een algemeen waterafvoer- en waterzuiveringsplan.

**Art. 6.** Komen niet voor rekening van de Staat de huisaansluitingen voorbij de grens van de wegverharding, noch de verlegging of de herprofilering van waterlopen of de overwelfing van waterlopen, behalve als daarin voorzien is door een algemeen rioleringsplan.

**Art. 7.** De Staat neemt met betrekking tot de in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde watervoorziening, geheel voor zijn rekening de kosten van aanleg of geschiktmaking van :

1° in de woninggroep, de leidingen die nodig zijn voor de drinkwatervoorziening van de woningen met uitsluiting van de aansluiting van de woningen op de buitenleidingen;

2° buiten de woninggroep, de leidingen die op grond van hun kenmerken enkel voor de watervoorziening van die woninggroep en eventuele uitbreiding ervan kunnen worden gebruikt;

3° de hydranten en de aansluitingen erop die nodig zijn voor de brandbestrijding in een woninggroep.

**Art. 8.** Wanneer de in artikel 7 bedoelde leidingen andere gebouwen en installaties van water voorzien dan die van de woninggroep, neemt de Staat de kosten van uitrusting voor zijn rekening in verhouding tot het leidingebiet ten behoeve van de woninggroep.

**Art. 9.** Komen niet voor rekening van de Staat de huisleidingen en de hydrofoorinstallaties van flatgebouwen.

Evenmin komen voor zijn rekening, in de gemeenten die nog niet over een waterleidingnet beschikken, de waterwinning, het pompstation en de eventueel daarbij behorende hydrofoorinstallaties.

**Art. 10.** De waterleidingsnetten worden ontworpen en uitgevoerd door of met tussenkomst van openbare instellingen die dan zorg dragen voor de exploitatie ervan. Ze mogen met de toestemming van die instellingen in de wegenbouw- en rioleringswerken worden opgenomen, in welk geval het ontwerp aan hun goedkeuring wordt onderworpen.

**Art. 11.** De Staat neemt de kosten van de in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde inrichting van de gemeenschappelijke omtrek van de woningen geheel voor zijn rekening voor zover die inrichting het gelijk en geschikt maken van de grond omvat alsook de aanleg van plantsoenen en grasperken in gemeenschappelijke ruimten, met inbegrip van de voetpaden die ze omgeven.

Van de in het eerste lid bedoelde ruimten maken deel uit de niet privaatieve achteruitbouwstroken langs de wegen alsmede de erin gelegen toegangswegen tot woningen en garages.

**Art. 12.** Komen niet voor rekening van de Staat de kosten van :

1° de steunmuren, trappen en andere constructies of werken die het gevolg zijn van de ligging, de conceptie of de plaatsing van de gebouwen op het terrein of die noodzakelijk zijn om het terrein geschikt te maken voor de oprichting van deze gebouwen;

2° de sierelementen die deel uitmaken van het architectonisch geheel van de woninggroep, zoals bloembakken, fontein en beeldhouwwerken.

**Art. 13.** De Staat neemt in de gevallen die afzonderlijk bij koninklijk besluit worden vastgesteld, na advies van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, ten belope van ten hoogste 60 pct. de kosten van de in artikel 99, § 2, van de Huisvestingscode bedoelde installaties en voorzieningen voor zijn rekening.

**Art. 14.** De Staat neemt de kosten van de in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde uitrusting inzake openbare verlichting voor zijn rekening in dezelfde mate als hij dat doet voor de kosten van de inrichting van de gemeenschappelijke omtrek, bedoeld in de artikelen 1 en 2.

**Art. 15.** Indien de in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde openbare instellingen de voorzieningen die er in aangegeven zijn zelf tot stand brengen, neemt de Staat de kosten ervan voor zijn rekening in de overeenkomstig de artikelen 1 tot 12 en 14 bepaalde mate, mits de plannen de vereiste goedkeuringen hebben verkregen en ze tot stand brengen van die voorzieningen mogelijk maken.

**Art. 16.** Ne donnent lieu à aucune intervention de l'Etat :

1° les compléments et les modifications aux équipements, qui résultent d'une modification apportée aux plans après la réalisation de l'infrastructure;

2° les compléments et les modifications aux équipements après que ceux-ci ont été exécutés en conformité avec le projet pris en considération par l'Etat pour déterminer le montant de son intervention, même si ces modifications sont rendues nécessaires par la survenance d'éléments nouveaux ou de circonstances nouvelles.

**Art. 17.** Avant d'acheter un terrain en vue de construire un groupe d'habitations ou de décider de construire un groupe d'habitations sur un terrain qu'ils possèdent, les organismes publics visés à l'article 99, § 1er, du Code du logement doivent avoir obtenu des autorités compétentes leur accord de principe sur l'octroi des subventions prévues par le présent arrêté.

En cas de contestation, la décision est prise par le Ministre qui a le logement dans ses attributions. Cette décision est notifiée à l'organisme demandeur et à l'administration communale du lieu où le groupe d'habitations doit être construit.

Si, nonobstant cette décision, il est procédé à la réalisation du groupe d'habitations, l'institution intéressée doit assumer la maîtrise d'œuvre des équipements d'infrastructure en se conformant aux dispositions de l'article 9. Dans ce cas, l'intervention forfaitaire de la Région dans le coût de ces équipements est fixée, par décision du Ministre, sur la base des parties retenues comme relevant d'une infrastructure normale et suivant les prix unitaires de la soumission régulière la plus basse.

**Art. 18.** Les frais suivants ne sont pas pris en charge par l'Etat :

1° les frais d'expropriation;

2° le coût de travaux occasionnés par des servitudes qui grèvent les terrains;

3° les frais de démolition de constructions existantes;

4° les frais d'enlèvement d'objets faisant obstacle à l'exécution des travaux.

**Art. 19.** Le Ministre qui a le logement dans ses attributions assure les études préparatoires et la mise en adjudication des travaux dont l'Etat prend le coût à sa charge en tout ou en partie, ainsi que la direction, la surveillance et la réception de ces travaux.

Si les études préparatoires sont confiées à des auteurs de projet pris en dehors de son administration, il en assure le contrôle et il approuve les avant-projets, les projets et les documents d'adjudication auxquels ces études doivent successivement donner lieu. Sont comprises parmi ces études celles qui sont relatives aux réseaux de distribution d'eau qui sont élaborées par des organismes publics.

Le Ministre établit le barème des honoraires des auteurs de projet pris en dehors de son administration qui sont chargés des études préparatoires des travaux dont l'Etat prend le coût à sa charge en tout ou en partie ainsi que des personnes qui sont chargées de la direction et de la surveillance permanente de ces travaux.

Le Ministre détermine la procédure à suivre par les administrations et les organismes publics intéressés en vue d'assurer à tous moments la coordination entre les études et les travaux relatifs au groupe d'habitations et les études et les travaux relatifs à l'infrastructure qui s'y rapporte.

**Art. 20.** Lorsque, en application de l'article 99, § 3, du Code du logement, les organismes publics visés à l'article 99, § 1er, du même Code exécutent eux-mêmes les travaux d'infrastructure, la désignation des personnes chargées d'élaborer le projet des travaux relatifs à la voirie, aux égouts, à la distribution d'eau et à l'aménagement des abords, doit être approuvée par le Ministre qui a le logement dans ses attributions, sous peine de déchéance du droit à l'intervention de l'Etat dans le coût de ces travaux.

Les auteurs des projets doivent assumer la direction et la surveillance permanente des travaux.

**Art. 21.** Dans le même cas prévu par l'article 99, § 3, du Code du logement, l'Etat n'intervient dans le coût des travaux que si le Ministre qui a le logement dans ses attributions a approuvé successivement un avant-projet de travaux, un projet de travaux et un dossier complet établi en vue de l'adjudication des travaux.

Après réception de l'avant-projet, le Ministre formule ses observations en vue de l'élaboration du projet et détermine les modalités de répartition du coût des travaux.

**Art. 16.** Voor Staatstegemoetkoming komen niet in aanmerking :

1° de aanvullingen en wijzigingen van de voorzieningen, die het gevolg zijn van een wijziging die na de totstandkoming van de infrastructuur in de plannen werd aangebracht;

2° de aanvullingen en wijzigingen van de voorzieningen nadat deze tot stand zijn gebracht overeenkomstig het ontwerp dat de Staat in aanmerking heeft genomen om het bedrag van zijn tegemoetkoming te bepalen, zelfs als die wijzigingen noodzakelijk zijn wegens het optreden van nieuwe factoren of omstandigheden.

**Art. 17.** Alvorens een terrein aan te kopen met het oog op de bouw van een woninggroep of te beslissen een woninggroep te bouwen op een terrein dat zij bezitten moeten de openbare instellingen, vermeld in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode, de instemming hebben verkregen van de bevoegde besturen omtrent de verlening van de toelagen voorzien door het huidig besluit.

In geval van betwisting, wordt de beslissing genomen door de Minister die de huisvesting tot zijn bevoegdheid heeft. Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de aanvragende instelling en van het gemeentebestuur van de plaats waar de woninggroep moet worden gebouwd.

Wordt ondanks deze beslissing toch tot de bouw van de woninggroep overgegaan, dan moet de betrokken instelling optreden als bouwheer van de infrastructuurvoorzieningen, in naleving van de bepalingen van artikel 9. In dat geval wordt de forfaitaire tegemoetkoming van het Gewest in de kosten van deze uitrustingen, bij beslissing van de Minister, vastgesteld op basis van de gedeelten die als behorende tot een normale infrastructuur in aanmerking worden genomen en volgens de eenheidsprijzen van de laagste regelmatige inschrijving.

**Art. 18.** De volgende kosten komen niet voor rekening van de Staat :

1° de onteigeningskosten;

2° de kosten van werkzaamheden veroorzaakt door erfdiensbaarheden waarmee de gronden zijn bezwaard;

3° de slopingskosten van bestaande gebouwen;

4° de kosten van verwijdering van voorwerpen die een belemmering zijn voor het uitvoeren van de werkzaamheden.

**Art. 19.** De Minister die de huisvesting tot zijn bevoegdheid heeft, verricht de voorbereidende studies en de aanbesteding van de werken waarvan de Staat de kosten geheel of gedeeltelijk te zijnen laste neemt, alsook de leiding, het toezicht en de oplevering van deze werken.

Indien de voorbereidende werken worden toevertrouwd aan ontwerpers, aangeduid buiten zijn administratie, verzekert hij de controle ervan en keurt hij de voorontwerpen, de ontwerpen en de aanbestedingsstukken goed waartoe deze studies achtereenvolgens aanleiding moeten geven. Zijn in deze studies begrepen, deze die betrekking hebben op het waterleidingnet en die zijn uitgewerkt door de openbare instellingen.

De Minister bepaalt het barema van de honoraria van de ontwerpers, aangeduid buiten zijn administratie, die belast zijn met de voorbereidende studies van de werken waarvan de Staat de kosten geheel of gedeeltelijk voor zijn rekening neemt, alsook van de personen die belast zijn met de leiding en het permanent toezicht over deze werken.

De Minister bepaalt de door de betrokken administraties en openbare instellingen te volgen procedure ten einde op elk ogenblik de coördinatie te verlenen tussen de studies en de werken met betrekking tot de woninggroep en de werken met betrekking tot de bijbehorende infrastructuur.

**Art. 20.** Wanneer de openbare instellingen bedoeld in artikel 99, § 1, van de Huisvestingscode met toepassing van artikel 99, § 3, van diezelfde Code de infrastructuurwerken zelf uitvoeren, is voor de aanwijzing van de personen die belast zijn met het opmaken van het ontwerp van de werkzaamheden aangaande de wegen, de riolering, de watervoorziening en de inrichting van de omtrek, de goedkeuring vereist van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, op straffe van verval van het recht op tegemoetkoming van de Staat in de kosten van die werkzaamheden.

De ontwerpers dienen de leiding van de werkzaamheden en het permanent toezicht daarop op zich te nemen.

**Art. 21.** In hetzelfde geval bedoeld in artikel 99, § 3, van de Huisvestingscode, komt de Staat in de kosten van de werkzaamheden slechts tegemoet nadat de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort achtereenvolgens een voorontwerp van de werkzaamheden, een ontwerp van de werkzaamheden en een met het oog op de aanbesteding van de werkzaamheden samengesteld volledig dossier heeft goedgekeurd.

Nadat de Minister het voorontwerp heeft ontvangen, geeft hij zijn opmerkingen te kennen met het oog op het opmaken van het ontwerp en bepaalt hij de wijze waarop de kosten van de werkzaamheden worden verdeeld.

Le projet est accompagné d'un cahier des charges et d'un devis estimatif détaillé.

Le Ministre peut imposer des adaptations à apporter au projet et aux documents qui y sont annexés.

Après approbation du dossier établi en vue de l'adjudication, le Ministre fixe définitivement le montant forfaitaire de l'intervention de l'Etat.

**Art. 22.** La liquidation de la subvention de l'Etat est faite au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur présentation des pièces justificatives.

L'organisme public intéressé est tenu de fournir tous les renseignements utiles au contrôle de l'exécution des travaux.

**Art. 23.** Pour chaque catégorie de travaux, la subvention forfaitaire de l'Etat est calculée en appliquant les taux fixés par le présent arrêté aux montants de l'offre régulière la plus basse, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

La subvention pour les études préparatoires est fixée à cinq pour cent du coût total des travaux retenu pour l'octroi de la subvention.

**Art. 24. § 1er.** Pour l'application de l'article 99, § 4, du Code du logement, les locataires d'une habitation sociale ou d'une habitation moyenne, au sens des articles 12 et 54 du même Code, doivent satisfaire aux conditions de revenus fixées par l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 30 juin 1981 relatif aux locations dans la Région bruxelloise des habitations gérées par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci.

Par revenus, il faut entendre les revenus du ménage au sens de l'article 2 de l'arrêté royal précité.

§ 2. Pour l'application de l'article 99, § 4, du Code du logement, les acquéreurs d'une habitation sociale ou d'une habitation moyenne et les acquéreurs d'un terrain sur lequel ceux-ci projettent de construire une telle habitation doivent satisfaire aux conditions de revenus fixées par le Roi pour l'achat d'habitations sociales ou d'habitations moyennes construites par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci.

§ 3. Les locataires visés au paragraphe 1er ne peuvent, non plus que leur conjoint, posséder aucun bien immobilier en pleine propriété.

Les acquéreurs visés au paragraphe 2 ne peuvent, non plus que leur conjoint, posséder d'autre bien immobilier en pleine propriété que celui qu'ils acquièrent. Pour l'application des alinéas 1er et 2, les locataires et les propriétaires sont considérés comme propriétaires des biens immobiliers qu'ils ont aliénés au cours des deux années qui précèdent l'année de la location ou de l'acquisition.

§ 4. Les acquéreurs d'un terrain, visés au paragraphe 2, doivent construire l'habitation dans les cinq ans qui suivent la date de l'acte d'acquisition. Une copie de l'acte d'acquisition est transmise dans les trois mois de sa date à l'Administration du Logement. La preuve de la construction est apportée par une attestation du bourgmestre qui certifie que le gros œuvre est terminé. Le certificat est transmis à l'Administration du Logement et au vendeur du terrain.

**Art. 25.** Le transfert à la commune des équipements d'infrastructure prévus à l'article 99, § 5, du Code du logement, est constaté par un acte dressé par le bourgmestre. Un plan détaillé du réseau de voirie est joint à l'acte.

**Art. 26.** Quand les travaux visés par le présent arrêté sont compris dans une opération de rénovation urbaine admise au bénéfice des subventions en vertu de l'article 5, § 1er, de l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise, les dispositions de l'arrêté royal précité sont applicables, à l'exception de l'article 4, § 3, et de l'article 9, 2°. La subvention est de 100 pour cent dans tous les cas.

Les restrictions prévues par les articles 3, 6, 12 et 18 du présent arrêté ne sont pas applicables à ces travaux.

#### *Dispositions transitoires*

**Art. 27.** Jusqu'au 30 juin 1983, par dérogation à l'article 24, pour l'application de l'article 99, § 4, du Code du logement :

1° les acquéreurs d'une habitation sociale ou d'une petite propriété terrienne doivent avoir obtenu la promesse de l'un des avantages prévus par l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte de la Société nationale du Logement ou de ses sociétés agréées, de la Société nationale terrienne ou de ses sociétés agréées, de communes, d'associations intercommunales ou de commissions d'assistance publique;

Het ontwerp gaat vergezeld van een bestek en een omstandige kostenraming.

De Minister kan voorschrijven dat in het ontwerp en in de bijbehorende stukken aanpassingen worden aangebracht.

Na goedkeuring van het dossier dat samengesteld is met het oog op de aanbesteding, bepaalt de Minister definitief het forfaitaire bedrag van de Staatstegeemoetkoming.

**Art. 22.** De Staatstoelage wordt op overlegging van de bewijsstukken uitbetaald al naargelang de werkzaamheden vorderen.

De belanghebbende openbare instelling is verplicht tot het verschaffen van alle inlichtingen die nuttig zijn voor het toezicht op de uitvoering van de werkzaamheden.

**Art. 23.** De forfaitaire Staatstoelage wordt voor elke categorie van werkzaamheden berekend door de bij dit besluit vastgestelde percentages toe te passen op de bedragen van de laagste regelmatige inschrijving, inclusief belasting over de toegevoegde waarde.

De toelage voor de voorstudie bedraagt vijf procent van hetgeen met het oog op de toekenning van de toelage als totale kosten van de werkzaamheden in aanmerking is genomen.

**Art. 24. § 1.** Voor de toepassing van artikel 99, § 4, van de Huisvestingscode moeten de huurders van een woning die in de zin van de artikelen 12 en 54 van die Code een volkswoning of van een middelgrote woning is, voldoen aan de inkomensvoorwaarden die bepaald zijn in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 30 juni 1981 betreffende de huur, in het Brusselse Gewest, van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of door de door haar erkende vennootschappen.

Onder inkomen moet worden verstaan het gezinsinkomen in de zin van artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 99, § 4, van de Huisvestingscode moeten de kopers van een volkswoning of van een middelgrote woning en de kopers van een stuk grond die de bedoeling hebben daarop een dergelijke woning te bouwen voldoen aan de inkomensvoorwaarden die de Koning bepaald heeft voor de aankoop van volkswoningen of van middelgrote woningen gebouwd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of door de vennootschappen die zij heeft erkend.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde huurders mogen evenmin als hun echtgeno(o)t(e), enig ander onroerend goed in volle eigendom bezitten.

De in paragraaf 2 bedoelde kopers mogen, evenmin als hun echtgeno(o)t(e), enig ander onroerend goed dan dat wat zij kopen in volle eigendom bezitten. Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid worden de huurders en de eigenaars geacht eigenaar te zijn van de onroerende goederen die zij hebben vervreemd tijdens de twee jaar welke aan het jaar van de huur of de aankoop zijn voorafgegaan.

§ 4. De in paragraaf 2 bedoelde kopers van een stuk grond dienen de woning te bouwen binnen vijf jaar na de datum van het verlijden van de aankoopakte. Een afschrift van de aankoopakte wordt binnen drie maanden na de datum ervan aan het Bestuur van de Huisvesting gezonden. Het bewijs dat de woning gebouwd is, blijkt uit een attest van de burgemeester die bevestigt dat de ruwbouw af is. Het getuigschrift wordt overgezonden aan het Bestuur van de Huisvesting en aan de verkoper van het stuk grond.

**Art. 25.** De overdracht aan de gemeente van de in artikel 99, § 5, van de Huisvestingscode bedoelde infrastructuurvoorzieningen wordt vastgesteld bij een door de burgemeester opgemaakte akte. Een gedetailleerd plan van het wegennet wordt bij de akte gevoegd.

**Art. 26.** Wanneer de in dit besluit bedoelde werkzaamheden deel uitmaken van een operatie stadskernvernieuwing die krachtens artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brusselse Gewest, in aanmerking komt voor subsidies, zijn de bepalingen van het voormelde besluit van toepassing, uitgezonderd artikel 4, § 3, en artikel 9, 2°. De subsidie bedraagt 100 procent in alle gevallen.

De beperkingen waarin de artikelen 3, 6, 12 en 18 van dit besluit voorzien, gelden niet voor die werkzaamheden.

#### *Overgangsbepalingen*

**Art. 27.** In afwijking van artikel 24 geldt tot 30 juni 1983, voor de toepassing van artikel 99, § 4, van de Huisvestingscode, de volgende regeling :

1° de kopers van een volkswoning of van een kleine landeigendom moeten de toezegging hebben gekregen dat zij in aanmerking komen voor een van de voordelen bepaald in het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van aanmoedigingspremies voor het aankopen van woningen die gebouwd werden of zullen gebouwd worden voor rekening van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of van de door haar erkende vennootschappen, van de Nationale Landmaatschappij of van de door haar erkende vennootschappen, van gemeenten, intercommunale verenigingen of van commissies van openbare onderstand;

2° les acquéreurs d'une habitation moyenne ne peuvent avoir bénéficié pendant l'avant-dernière année qui précède celle de l'acte d'acquisition, de revenus d'un montant global supérieur à 350 000 F. Ils doivent en outre satisfaire aux conditions prévues par les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 août 1967, visé au 1°. Les revenus à prendre en considération sont ceux du ménage, prévus à l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1981 relatif aux locations dans la Région bruxelloise des habitations gérées par le Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci;

3° les personnes qui acquièrent un droit réel sur un terrain en vue de construire une habitation qui satisfait aux conditions déterminées par l'article 3 de l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes, ne peuvent avoir bénéficié pendant l'avant-dernière année que précède celle de l'acte d'acquisition, de revenus d'un montant global supérieur au maximum fixé conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 10 août 1967 précité. Elles doivent en outre satisfaire à la date de l'acte d'acquisition aux conditions prévues par les articles 4 et 5 du même arrêté royal et ne peuvent posséder en pleine propriété, non plus que leur conjoint, aucun autre terrain à bâtir;

4° les personnes qui acquièrent un droit réel sur un terrain en vue d'y construire une habitation moyenne ne peuvent avoir bénéficié pendant l'avant-dernière année qui précède celle de l'acte d'acquisition, de revenus d'un montant global supérieur à 350 000 F. Ils doivent en outre satisfaire à la date d'acquisition aux conditions prévues par les articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 10 août 1967, visé au 3°, et ne peuvent posséder en pleine propriété, non plus que leur conjoint, aucun autre terrain à bâtir. L'habitation à construire doit satisfaire aux conditions déterminées par l'article 3 du même arrêté royal du 10 août 1967, sauf que les maximums de 85 m<sup>2</sup> et de 65 m<sup>2</sup> sont portés respectivement à 105 m<sup>2</sup> et à 85 m<sup>2</sup>. Elle doit satisfaire également, en ce qui concerne le plan et le cahier des charges, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 mars 1968 déterminant les conditions techniques minimum auxquelles les logements doivent satisfaire pour bénéficier d'une prime à la construction.

**Art. 28.** Jusqu'au 30 juin 1983, pour l'application de l'article 99, § 4, du Code du logement :

1° les locataires d'une habitation sociale ou d'une petite propriété terrienne doivent satisfaire, au moment de la conclusion du bail, aux conditions de revenus fixées par l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 30 juin 1981 précité, ainsi qu'aux conditions fixées par l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1967 précité;

2° les locataires d'une habitation moyenne ne peuvent avoir bénéficié pendant l'avant-dernière année qui précède celle de l'année d'acquisition, de revenus d'un montant global supérieur à 350 000 F, les revenus à prendre en considération étant ceux du ménage, prévus à l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1981 précité.

**Art. 29.** Les acquéreurs d'un terrain, visés à l'article 27, 3° et 4°, doivent construire l'habitation dans les cinq ans qui suivent la date de l'acte d'acquisition.

Dans ce cas, l'article 24, § 4, alinéa 2, est applicable.

**Art. 30.** Le présent arrêté produit ses effets le 2 mai 1981.

**Art. 31.** Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

P. HATRY

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

A. NEYTS-UYTTEBROECK

2° de kopers van een middelgrote woning mogen gedurende het voorlaatste jaar dat aan dat van de koopakte voorafgaat, geen inkomen genoten hebben dat in totaal meer dan 350 000 F bedraagt. Zij dienen bovendien te voldoen aan de voorwaarden die gesteld zijn in de artikelen 3 en 4 van het in 1° genoemde koninklijk besluit van 10 augustus 1967. Het inkomen dat in aanmerking moet worden genomen is het gezinsinkomen zoals dat bepaald is in artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 juni 1981 betreffende de huur, in het Brusselse Gewest, van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of door de door haar erkende vennootschappen;

3° de personen die met het oog op het bouwen van een woning die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van premies om niet voor het bouwen, door het privaats initiatief, van volkswoningen en kleine landeigendommen, een zakelijk recht op een stuk grond verkrijgen, mogen gedurende het voorlaatste jaar dat aan dat van de koopakte voorafgaat, geen inkomen genoten hebben dat in totaal meer bedraagt dan het overeenkomstig artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 10 augustus 1967 vastgestelde maximum. Zij dienen bovendien op de datum van de koopakte te voldoen aan de voorwaarden die in de artikelen 4 en 5 van datzelfde besluit bepaald zijn en mogen, evenmin als hun echtgeno(o)t(e), enig ander stuk bouwgrond in volle eigendom bezitten;

4° de personen die een zakelijk recht verkrijgen op een stuk grond om er een middelgrote woning op te bouwen, mogen gedurende het voorlaatste jaar dat aan dat van de koopakte voorafgaat, geen inkomen genoten hebben dat in totaal meer dan 350 000 F bedraagt. Zij dienen bovendien op de datum van de koopakte te voldoen aan de voorwaarden die in de artikelen 4 en 5 van het in 3° genoemde koninklijk besluit van 10 augustus 1967 bepaald zijn en mogen, evenmin als hun echtgeno(o)t(e), enig ander stuk bouwgrond in volle eigendom bezitten. De te bouwen woning behoort te voldoen aan de voorwaarden die bepaald zijn bij artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit van 10 augustus 1967, met dien verstande dat de maxima van 85 m<sup>2</sup> en 65 m<sup>2</sup> respectievelijk op 105 m<sup>2</sup> en 85 m<sup>2</sup> worden gebracht. Zij dient wat het bouwplan en het bestek betreft eveneens te voldoen aan de bepalingen van het ministerieel besluit van 28 maart 1968 tot vaststelling van de technische minima-voorwaarden waaraan de woningen moeten voldoen om aanleiding te kunnen geven tot het toekennen van een bouwpremie.

**Art. 28.** Tot 30 juni 1983 geldt voor de toepassing van artikel 99, § 4, van de Huisvestingscode de volgende regeling :

1° de huurders van een volkswoning of van een kleine landeigendom dienen op het ogenblik dat de huur wordt aangegaan te voldoen aan de inkomensvoorwaarden die bepaald zijn in artikel 3, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 30 juni 1981, alsmede aan de voorwaarden die bepaald zijn in artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 10 augustus 1967;

2° de huurders van een middelgrote woning mogen gedurende het voorlaatste jaar dat aan dat van de koopakte voorafgaat, geen inkomen hebben genoten dat in totaal meer dan 350 000 F bedraagt; het inkomen dat daarbij in aanmerking moet worden genomen is het gezinsinkomen dat bepaald is in artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 30 juni 1981.

**Art. 29.** De in artikel 27, 3° en 4°, bedoelde kopers van een stuk grond dienen de woning te bouwen binnen vijf jaar na de datum van de koopakte.

In dat geval is artikel 24, § 4, tweede lid, van toepassing.

**Art. 30.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 2 mei 1981.

**Art. 31.** Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,

P. HATRY

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

A. NEYTS-UYTTEBROECK